Répression syndicale à Utrillo : le rectorat de Créteil s'acharne contre les lanceuses d'alerte de VSS

Le couperet est tombé. Au terme de longues semaines d'attente et d'angoisse, les deux lanceuses d'alerte, Sabrina et Julie, qui faisaient l'objet d'une menace de mutation dans l'intérêt du service, ont finalement reçu un courrier leur notifiant leur affectation dans un autre lycée du département. Cette sanction disciplinaire s'apparente à une procédure bâillon, une réponse du rectorat profondément inadmissible, qui revient à punir et museler celles qui ont eu le courage de dénoncer des agissements pourtant insoutenables au sein de l'établissement.

Mais le rectorat ne s'arrête pas là. En effet, les 24 et 26 novembre prochain, deux autres collègues du lycée Utrillo sont de nouveau convoquées au rectorat. Elles y avaient chacune déjà été convoquées début septembre pour un entretien RH préalable à une éventuelle procédure disciplinaire suite à l'enquête administrative ayant eu lieu au lycée au mois d'avril dernier. Cette enquête administrative aurait dû faire suite aux signalements faits par une vingtaine de collègues d'agissements à caractère raciste, sexiste et sexuel d'un personnel du lycée. Pourtant, elle n'a finalement porté à aucun moment sur ces agissements : aucune des questions posées lors de l'entretien n'y faisait référence. Les procédures disciplinaires sont mises en place pour des motifs bénins et uniquement sur signalement de la mission d'enquête (il n'y a jamais eu de plainte de personnel de l'établissement, de parent ou d'élève). Les collègues ont dénoncé des Violences Sexistes et Sexuelles, le rectorat de Créteil a décidé qu'il fallait trouver d'autres problèmes afin de faire oublier la situation.

Alors que les mobilisations lycéennes se poursuivent et que les élèves continuent de réclamer de meilleures conditions de travail et la fin des violences qu'ils et elles subissent, le rectorat persiste dans son déni et continue d'ignorer ces demandes. Pire encore, les enseignant·es qui témoignent leur soutien aux élèves mobilisé·es sont vu·es comme suspect·es et menacé·es de sanctions. Plutôt que d'apporter des réponses à ces revendications légitimes et d'assumer son devoir de protection, le rectorat choisit une nouvelle fois la voie de la répression, en s'en prenant aux enseignantes qui accompagnent les élèves, les soutiennent et tentent de les protéger.

Le rectorat doit cesser cette infernale fuite en avant dans la répression : il est temps de revenir à la raison, de renoncer aux sanctions et de garantir enfin la protection des élèves et des personnels.

La CGT Éduc'action, CNT éducation, la FSU et SUD éducation appellent avec l'intersyndicale 93 au rassemblement de soutien le mercredi 25 novembre devant le Ministère, afin d'exiger l'abandon de toutes les procédures disciplinaires engagées contre les lanceuses d'alerte, ainsi qu'une prise en compte réelle et effective des signalements de violences racistes, sexistes et sexuelles subies par les élèves du lycée Maurice Utrillo de Stains.